laire d'alors (Art 90) et qui a été remise en toute confiance au gouvernement Greenway, après l'assurance donnée par l'Hon. Secrétaire d'Etat dans une lettre du 12 juillet 1889, que cette somme était la propriété des catholiques et que leurs droits à ces derniers ne pouvaient souffrir aucun doute

Mgr Taché, dans sa "Page d'Histoire des Écoles du Manitoba," dit à la page 73 :

"La somme fut versée dans les fonds consolidés de la Province. Le Trésorier Provincial la comptait comme une de ses *économies* opérées par l'administration. C'était *purement et simplement* une *spoliation illégale* et une *flagrante injustice*."

Voir aussi le discours de l'Hon. James Prendergast (12 mars 1890), p. 13 de la brochure.

Il n'est que juste de dire que nos gouvernants actuels ont montré un bon vouloir très appréciable dans leurs rapports avec les catholiques pour les questions de maîtres catholiques, de brevets, de livres bilingues, etc., etc. C'est un *fair play* auquel nous n'avions pas été habitués depuis 1890. Rien n'est encore réglé selon la loi en notre faveur, mais il y a eu, au Manitoba, ce que le Souverain Pontife a appelé : "la bonne volonté des hommes," dans son encyclique *Affari vos*.

DING ! DANG !

ACCIDENTS

A Qu'Appelle, un jeune homme a été frappé par le tonnerre dans la maison de M. Paquin, le Vendredi-Saint (10 avril) au soir.

La foudre a atteint le malheureux au dos, au ventre et a